

GROUPE SÉNATORIAL DE TRAVAIL SUR LA SIMPLIFICATION LÉGISLATIVE DU DROIT DE L'URBANISME, DE LA CONSTRUCTION ET DES SOLS



GENÈSE DE LA PROPOSITION DE LOI

CALENDRIER

- **14 janvier et 3 février 2016** : constitution, dans le cadre de la délégation aux collectivités territoriales, du groupe de travail, à l'initiative de Jean-Marie BOCKEL et de Rémy POINTEREAU, et réunion inaugurale, sous la présidence de Gérard LARCHER, Président du Sénat ;

- **11 février 2016** : définition du programme prévisionnel du groupe de travail, lors d'une seconde réunion plénière ;

- **13 février 2016** : lancement de la consultation nationale des élus locaux, fonctionnaires territoriaux, professionnels et citoyens ;

- **Février-juin 2016** : auditions et tables-rondes des représentants d'élus locaux, de professionnels de l'urbanisme, de la construction et du droit, d'administrations centrales et déconcentrées de l'État, et de la société civile ;

- **31 mars 2016** : Audition de Jean-Michel BAYLET, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et d'Estelle GRELIER, secrétaire d'Etat chargée des collectivités territoriales ;

- **7 avril 2016** : réunion plénière d'étape du groupe de travail : présentation des axes et pistes retenus pour la proposition de loi ;

- **8 avril 2016** : clôture de la consultation nationale : **10 478** réponses reçues en 8 semaines ;

- **12 mai 2016** : réunion plénière du groupe de travail, sous la présidence de Gérard LARCHER, Président du Sénat. Jean-Marie BOCKEL, président de la délégation aux collectivités territoriales, Rémy POINTEREAU, président du groupe de travail, et les deux rapporteurs, François CALVET (Les Républicains - Pyrénées-Orientales) et Marc DAUNIS (Socialiste et républicain - Alpes-Maritimes), présentent la méthode du groupe et l'état d'avancement de ses travaux. Le groupe de travail valide les axes de travail et pistes de simplification des rapporteurs ;

- **Deuxième quinzaine de mai 2016** : audition des rapporteurs devant la commission des Affaires économiques, et entretiens avec les présidents des commissions permanentes intéressées ;

- **26 mai 2016** : Audition de Jean-Vincent PLACÉ, secrétaire d'Etat auprès du Premier-ministre, chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification ;

- **31 mai 2016** : Congrès des maires 2016 : annonce des grands axes de la proposition de loi par Gérard LARCHER, Président du Sénat ;

- **23 juin 2016** : Adoption du rapport d'information du groupe de travail intégrant les propositions de simplification.



QUELQUES CHIFFRES



21

sénateurs



Plus de 20
tables-rondes
et auditions



Près de 30 heures
de tables-rondes
et d'auditions



Près de 100
personnalités
entendues



Plus de 10 000
réponses
à la consultation



1 Proposition de loi
composée de 7 chapitres,
14 articles, 25 mesures

PAROLES D'ÉLUS, DE PROFESSIONNELS, DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX ET DE CITOYENS TIRÉES DE LA CONSULTATION NATIONALE

« Rétablir un dialogue entre l'administration étatique et les collectivités territoriales soulagerait les élus. »

« Les notions d'adaptabilité et de souplesse sont nécessaires dans le domaine de l'accessibilité. »

« Les préconisations des Architectes des Bâtiments de France ne tiennent pas suffisamment compte des réalités économiques et urbaines. »

« Il faut adapter les normes environnementales et de construction aux particularités des territoires. »

« En général, les relations avec les services de l'État (comme les Architectes des Bâtiments de France par exemple) sont une course d'obstacles : ils ne sont pas accessibles et la relation reste trop verticale. »

« Il nous semble que la difficulté d'obtenir des informations (pour les particuliers comme pour les élus) laisse les porteurs de projets dans l'ignorance des règles. »

« La présence d'un médiateur de l'urbanisme dans chaque département permettrait de mieux appréhender les difficultés rencontrées par les acteurs locaux. »

« Un dialogue plus en amont avec les Architectes des Bâtiments de France nous aiderait à mieux élaborer nos documents d'urbanisme. »

« Une source de simplification consisterait à éviter les redondances d'études, lorsqu'un établissement s'installe au sein d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). »

« L'écriture du droit aujourd'hui est mue par la volonté de prévoir toutes les situations et de ne rien laisser dans l'ombre. Malheureusement cette philosophie bride complètement, et la capacité d'adaptation des collectivités territoriales, et la créativité des concepteurs. »

« Certaines normes d'accessibilité sont justifiées et facilement applicables dans les grandes collectivités. Par contre, elles deviennent des casse-têtes financiers et juridiques pour les petites communes. »

« Les services de l'État ne viennent pas accompagner en amont nos projets, mais ont un rôle répressif et réglementaire. Nous attendons de ces services plus de conseil, et surtout un rôle de facilitateur de projets. »

PHOTOGRAPHIES DES AUDITIONS ET RÉUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL



1. Réunion de lancement, présidée par Gérard LARCHER, Président du Sénat, en présence de Jean-Marie BOCKEL, président de la délégation aux collectivités territoriales, de Rémy POINTEREAU, président du groupe de travail, et de François CALVET et Marc DAUNIS, rapporteurs du groupe de travail (03/02/2016)



2. Audition de Jean-Vincent PLACÉ, Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification (26/05/2016)



3. Table-ronde des avocats : Cabinet Vincent Canu ; Cabinet DS Avocats ; Cabinet d'avocat Gossement ; Cabinet LVI Avocats Associés ; Cabinet Seban & associés (30/03/2016)



4. Table-ronde des professionnels de l'habitat et de la construction : Union sociale pour l'habitat (USH) ; Fédération française du bâtiment (FFB) ; Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) ; Assemblée permanente des Chambres de Métiers et de l'Artisanat (ACPMA) ; Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) (30/03/2016)



5. Seconde réunion plénière du groupe de travail
(07/04/2016)



6. Audition de France nature environnement (FNE)
(07/06/2016)



7. Table ronde des élus locaux : Villes de France ;
Association nationale des élus de la montagne (ANEM)
; Association des maires de France (AMF)
(16/02/2016)



8. Audition de l'Assemblée des communautés de France (ADCF) (07/04/2016)

Pour toute information sur le groupe de travail, consulter sa page internet :
http://www.senat.fr/commission/decentralisation/index/groupe_de_travail_simplification_droit_urbanisme.html